

# Genève EN BREF

Survol des négociations commerciales bilatérales, plurilatérales et multilatérales

Charles Akande, rédacteur

## Débat sur la concurrence à l'exportation

**La proposition sur la concurrence à l'exportation, promue à l'origine par le Brésil et l'UE, a obtenu l'appui de cinq nouveaux pays : l'Argentine, la Nouvelle-Zélande, le Paraguay, le Pérou et l'Uruguay. Elle a été présentée au nom du groupe par l'UE le 18 novembre lors de la dernière réunion de négociations sur l'agriculture.**

**La proposition comprend les demandes suivantes :**

- L'élimination des subventions à l'exportation des pays développés d'ici 2018, et d'ici 2021 pour les pays en développement; en d'autres mots, deux ans plus tôt que ce que le président et ambassadeur Vitalis avait suggéré. On demande aussi aux pays en développement de s'engager à retirer les subventions à la commercialisation et au transport interne d'ici la fin de 2026.
- Afin de répondre aux préoccupations des États-Unis concernant les crédits à l'exportation, la proposition laisse la porte ouverte à l'allongement de la période de remboursement de 180 jours jusqu'à un maximum de 270 jours, jumelé à des frais liés au risque dérivés du taux de prime minimum de référence de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE).
- Concernant les entreprises commerciales d'État, les Membres auront jusqu'en 2020 pour éliminer leurs entreprises d'exportation agricoles.
- Et en ce qui a trait à l'aide alimentaire, on

suggère que les Membres puissent monétiser l'aide alimentaire en nature dans des situations non urgentes qui sortent du cadre des dispositions sur l'aide alimentaire, pourvu que l'aide alimentaire en nature monétisée ne corresponde pas à plus de [x %] des dons totaux en aide alimentaire en nature. Certaines sources informées avaient auparavant établi ce pourcentage à 15 % de l'aide alimentaire totale.

Les États-Unis, qui sont la principale cible ici, ont affirmé que la proposition actuelle ne répond pas à tous leurs besoins. Ainsi, le 20 novembre, ils ont présenté deux propositions concernant les entreprises commerciales d'État et l'aide alimentaire. Au sujet des entreprises commerciales d'État, les États-Unis précisent qu'« aucun Membre ne doit créer ou maintenir une entreprise commerciale d'État ayant le monopole d'exportation sur au moins un produit agricole après [20XX] », à moins que le produit exporté ne soit *de minimis* :

*« lorsque les exportations mondiales moyennes du produit agricole concerné de l'entreprise ne correspondent pas à plus de 0,25 % du commerce mondial total de ce produit agricole dans la période de référence 2003-2005 et pourvu que (a) l'entreprise concernée soit déjà déclarée comme entreprise commerciale d'État et que (b) le monopole d'exportation agricole par une telle entreprise ne soit pas exercé de manière à, que ce soit de jure ou de facto, contourner les dispositions établies dans l'Accord sur l'agriculture ou tout autre accord de l'OMC. »*

Concernant l'aide alimentaire, les États-Unis indiquent que :

« Les Membres doivent s'assurer que les produits agricoles fournis pour de l'aide alimentaire internationale ne soient réexportés sous aucune forme, sauf dans les cas où les produits agricoles n'ont pas eu la permission d'entrer dans le pays receveur, où les produits agricoles ont été déclarés inappropriés ou plus nécessaires aux fins pour lesquelles ils étaient reçus dans le pays receveur, ou dans le cas où la réexportation est nécessaire pour des raisons logistiques afin d'envoyer les provisions d'aide alimentaire à un autre pays se trouvant dans une situation d'urgence. »

L'Inde et la Suisse font partie de ceux qui remettent en question la proposition présentée par l'UE. L'Inde remet en cause le fait que la proposition ait été faite sur mesure pour accommoder un seul Membre, tout en ignorant les préoccupations des pays en développement. Elle se joint au Venezuela pour mettre en doute la référence à l'OCDE qui, selon le Venezuela, ne représente pas la majorité des Membres de l'Organisation mondiale du commerce (OMC).

La Suisse s'oppose à la date de 2018 pour l'élimination des subventions à l'exportation, ajoutant que les changements proposés impliquent des ajustements majeurs aux politiques, lesquels devront faire l'objet d'une décision parlementaire.

Le Canada ainsi que d'autres pays (Argentine, Australie, Brésil, Chili, Colombie, Costa Rica, UE,

Japon, Mexique, Moldavie, Nouvelle-Zélande, Norvège, Pakistan, Paraguay, Pérou, Russie, Singapour, Thaïlande, Ukraine et Uruguay) ont appuyé la proposition, affirmant qu'elle représenterait un accomplissement significatif pour Nairobi, même sans résultats concernant le soutien interne et l'accès aux marchés. Ils ont appelé au pragmatisme et ont insisté sur le besoin d'éviter de lier la concurrence à l'exportation aux autres sujets agricoles.

### Document australien

L'Australie a présenté un document sur les subventions à l'exportation du sucre de l'Inde et les crédits à l'exportation des États-Unis. Elle affirme que l'Inde fournit des subventions pour plus d'exportations que le Canada, la Suisse et la Norvège combinés, ce qui a un effet négatif sur les pays en développement et développés. Concernant les crédits à l'exportation, l'Australie critique les exportations de blé des États-Unis vers la Corée, mentionnant la « faible justification » puisque la Corée est un pays suffisamment riche pour cesser de profiter du programme.

Dans son mot de la fin, l'ambassadeur Vitalis a souligné que les Membres sont encore loin d'un consensus et leur a demandé de rester prêts pour une réunion éventuelle avec un préavis très court et à des heures hors normes. « Nous avons besoin d'un degré élevé d'engagement de la part de tous les Membres si nous voulons obtenir des résultats satisfaisants à Nairobi », a conclu le président.

Genève en bref est publié par les Producteurs laitiers du Canada, les Producteurs de poulet du Canada, les Producteurs d'œufs du Canada, les Éleveurs de dindon du Canada et les Producteurs d'œufs d'incubation du Canada. On y fait état des divers événements qui se déroulent à Genève, particulièrement dans le cadre des négociations de l'OMC sur l'agriculture.

Pour obtenir de plus amples renseignements ou formuler des observations, veuillez visiter : [www.producteurslaitiers.ca](http://www.producteurslaitiers.ca), [www.poulet.ca](http://www.poulet.ca), [www.lesoeufs.ca](http://www.lesoeufs.ca), [www.leseleveursdedindonducanada.ca](http://www.leseleveursdedindonducanada.ca), [www.chep-poic.ca](http://www.chep-poic.ca).

Dépôt légal : Bibliothèque nationale du Canada, ISSN 1496-9254

